

catégoriques qu'on a exprimés ici, en particulier depuis le mois de septembre dernier, ne sont pas attribuables à l'opposition seule. En fait, quelques-uns des plaidoyers les plus forts provenaient des banquettes ministérielles.

M. Mahoney: C'est vrai. La plupart des opinions solides venaient d'ici.

M. Gundlock: Il en est ainsi en dépit du fait que certains députés, y compris le premier ministre, pensent que l'opposition n'a pas beaucoup de propositions à faire. Ils prétendent parfois qu'elles ne valent pas grand-chose. Je rappelle à la Chambre et aux Canadiens que devant une telle unanimité, il faut prêter attention à ces suggestions.

• (9.00 p.m.)

Je ne vois pas de meilleur moyen d'essayer d'améliorer l'économie du pays, particulièrement depuis ce qui s'est passé aux États-Unis, qu'un bill fiscal, tout particulièrement un bill qui est censé avoir une si grande portée. Cette mesure ne propose aucun changement à une époque où le Canada en a tellement besoin. On pourrait s'attendre de la part du gouvernement à des efforts manifestes en vue d'améliorer l'économie. Les députés n'ont cessé d'attirer l'attention du gouvernement sur le genre de dispositions qui seraient nécessaires mais, jusqu'ici, je ne suis même pas certain que le ministre des Finances (M. Benson) nous écoute.

On rapporte dans le *Journal* d'aujourd'hui que le premier ministre (M. Trudeau) envisage certaines mesures qui réduiraient le chômage. Je vous rappelle que non seulement les députés des partis d'opposition mais les députés de tous les partis de la Chambre n'ont cessé de souligner l'urgence du problème. Il est réconfortant de croire qu'après toutes ces années de grande misère pour des millions de gens, le premier ministre a peut-être enfin trouvé une façon de créer des emplois. Je suis heureux de l'apprendre et de voir qu'après avoir parlé pendant des années de la société qu'on allait créer, et de la société juste qui, elle, existe, paraît-il, on commence enfin à y songer.

En tant que député de l'opposition, je suppose que, si j'étais très égoïste, je me dirais heureux d'avoir contribué tant soit peu à attirer l'attention du premier ministre sur cette question et de voir qu'il a cru que la question était assez importante pour en informer la presse. Il y a donc au moins un certain espoir d'une nouvelle société, d'une société où les gens pourront travailler et économiser, et ainsi de suite.

On devrait appuyer l'amendement. C'est pour cette raison que j'ai demandé la parole et aussi, comme je l'ai dit plus tôt, pour attirer l'attention du peuple canadien sur le fait que les députés de tous les côtés de la Chambre, je le répète, avaient ardemment prié le ministre des Finances de revoir certaines dispositions du bill, sinon le bill au complet.

Il ne faut pas oublier que nos relations avec les États-Unis ont changé depuis la présentation de ce bill et, dans le contexte de cette nouvelle situation, je crois que le ministre devrait au moins revoir sa position et étudier de nouveau le bill pour en faire une évaluation réelle. Cela lui permettrait également d'accorder plus d'attention à ce qui a été dit à la Chambre sur ce sujet.

Nombre de députés ont demandé qu'on fixe certaines priorités. Compte tenu de l'évolution de la situation, il faut fixer des priorités offrant une orientation économique ferme au pays. La majorité des commerçants et des chefs d'entreprise, la plupart des députés et presque tous nos principaux économistes ont avisé le gouvernement et la

[M. Gundlock.]

population que l'opportunisme guide notre économie qui s'en va à la dérive. Il faut que cela cesse. Cette dérive économique met le pays dans une situation précaire.

Comme quelqu'un le disait l'autre jour, nous avons un pays magnifique, riche, et qui abonde en ressources naturelles et humaines. Aucun autre pays au monde n'est plus riche et nous possédons indiscutablement les talents nécessaires pour remettre notre économie dans la bonne voie. Et pourtant, que se passe-t-il? A juste titre, le gouvernement déclare être mandaté par la population. Cependant, je ne suis pas persuadé que les Canadiens seraient si fiers de leurs mandataires s'ils s'étaient trouvés ici au cours des débats sur la réforme fiscale.

Un des motifs qui me font prendre la parole ce soir est d'attirer l'attention sur ce que d'autres députés ont déjà dit. Ceux qui ont participé à ces discussions étaient certainement pleins de bonnes intentions. L'autre jour, le représentant de Malpèque (M. MacLean) a attiré l'attention de la Chambre sur les déclarations du président Nixon qui est indéniablement un chef d'État à l'échelle mondiale et l'un des chefs les plus populaires de ce qui est peut-être le pays le plus riche du monde. Comme en fait foi la page 8355 du *hansard*, le président des États-Unis dont les propos furent cités par le député de Malpèque (M. MacLean), déclarait en s'adressant au Congrès américain:

• (9.10 p.m.)

J'ai ordonné une réduction de 4.7 milliards de dollars en dépenses fédérales afin que des allègements fiscaux permettent la création de nouveaux emplois.

C'est une déclaration directe et jugeant d'après ce qui s'est produit depuis je présume que le pays l'a acceptée. Cette déclaration fut prononcée le 9 septembre. On dit souvent que notre économie est étroitement liée à celle des États-Unis et qu'elle échappe à notre maîtrise. Je réfute totalement cet argument. D'abord j'estime inutile d'être lié si étroitement à l'économie américaine surtout compte tenu de la richesse et de l'étendue du Canada. C'est pourquoi tous les députés doivent appuyer l'amendement au bill C-259 proposé par mon collègue d'Edmonton-Ouest (M. Lambert).

Voici ce qu'ajoutait le président des États-Unis:

Je demande au Congrès de donner la toute première priorité à l'adoption de trois propositions fiscales essentielles à notre nouvelle prospérité. Ces trois mesures créeront 500,000 nouveaux emplois dans l'année qui s'annonce.

Tout d'abord, j'exhorte le Congrès à supprimer la taxe d'accise de 7 p. 100 sur les automobiles pour que les quelque huit millions d'individus qui achèteront des voitures de fabrication américaine l'année prochaine puissent épargner en moyenne \$200 chacun. Il s'agit d'une taxe de vente payée par le consommateur. Sa suppression stimulera les ventes, et pour 100,000 automobiles supplémentaires vendues, il y aura 25,000 nouveaux emplois pour les ouvriers américains.

Le président dit les choses bien clairement. La mesure fiscale à l'étude est à toutes fins pratiques dépassée. Depuis le mois d'août, nous sommes entrés dans une ère économique tout à fait nouvelle et pourtant on nous demande d'examiner une mesure législative désuète. Le ministre des Finances ne fait absolument rien pour remédier à la situation. A ma connaissance, il n'y eut ni changements, ni modifications au bill et ni le ministre des Finances ni le premier ministre (M. Trudeau) n'ont laissé entendre qu'il serait modifié sous une forme ou sous une autre. En vérité, nous risquons de voir empirer la situation, pourtant déjà assez mauvaise.

Le premier ministre a souvent dit ici à la Chambre que les députés ne valaient pas grand-chose. Ces gens qui